

Anti.mythes

Anti.mythes

QU'EST-CE QUE LA GRÈVE GÉNÉRALE?

par

Henri GIRARD

*Trésorier de la Fédération nationale des
Bourses du Travail de France et des Colonies*

et

Fernand PELLOUTIER

*Secrétaire général de la Fédération nationale des
Bourses du Travail de France et des Colonies*



AVERTISSEMENT:

Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (dit «le Maitron»), fournit la fiche suivante à propos de Henri GIRARD:

GIRARD Henri, Clément (pseudonymes: Boudin, Pasteur)

Né à Paris le 11 juin 1850; mort le 30 mai 1902; marié, père de quatre enfants; secrétaire durant près de dix ans, 1894-1902, du Comité de la Grève générale; indicateur de police.

Les parents de Girard tenaient chacun un restaurant. Henri, leur fils, n'eut qu'une instruction rudimentaire [...] et travailla de 1883 à 1893 chez un fabricant d'articles de ferblanterie; payé aux pièces, il gagnait 8 fr. par jour environ, ce qui était une assez bonne paie. Mais il était marié, chargé de famille (quatre enfants en 1897) et s'adonnait au jeu, à la boisson et était «coureur de femmes». Il changeait fréquemment de domicile: il habita, 184 rue Saint-Maur, dans le 10^{ème} arr. en 1894; 52 rue Saint-André-des-Arts, dans le 6^{ème} arr., et 19 rue Bichat, dans le 10^{ème} arr., en 1897; 13 rue Michel-le-Comte, dans le 3^{ème}, en 1898; 42 avenue Parmentier dans le 11^{ème} en 1901, et il eut peut-être d'autres lieux d'habitation dont nous n'avons pas eu connaissance.

Au début de l'année 1893, Girard appartenait à la commission administrative de la chambre syndicale des tourneurs-repousseurs sur métaux qui le délégua au congrès corporatif mixte, hors série, qui se tint à Paris du 12 au 16 juillet, et il fut élu au comité d'organisation de la grève générale. Le comité comprenait onze membres: Besset, Blanchard, Capjuzan, Cordier, Genermont, Girard (trésorier puis secrétaire), Lagarde, Ledunois, Pannetier, Pelloutier, Riom.

Dès cette époque, Girard appartenait, semble-t-il, aux services de police puisque Lépine, préfet de police, ou un de ses adjoints annota de ces mots un rapport du 25 août relatif à Girard: «Ne rien faire au sujet de ce Girard sans m'en parler».

Durant dix ans, Girard manifesta une très grande activité. Il fut de tous les congrès et exerça des fonctions dirigeantes au comité fédéral des Bourses du Travail auquel il fut élu en septembre 1893 et dont il sera trésorier à partir de juillet 1895 et presque sans interruption jusqu'au 23 mars 1901 (évincé par 9 voix contre 8, il fut remplacé par Albert Lévy) à la commission provisoire qui dirigea la C.G.T. après sa création en septembre 1895 à Limoges, au comité fédéral de la Métallurgie en août 1897. Il remplaça Capjuzan comme gérant de «la Grève générale» en décembre 1895 et en 1901, fut pendant quelques mois gérant de «la Voix du Peuple» et membre de la commission du journal à la fin de 1901.

Girard, qui adhéra en juin 1894, semble-t-il, au P.O.S.R. y joua également un rôle important, puisqu'il présenta un rapport à son congrès de Dijon en juillet. Cette même année, en septembre, il demanda son admission à l'Ordre des Chevaliers du Travail. Sur le plan international même, il fut présent, puisqu'il participa au congrès de Londres en juillet 1896.

On ignorait à sa mort son rôle au service de la police et, à ses obsèques, Latapie, qui le remplaça au secrétariat du Comité de la grève générale, célébra les mérites exceptionnels de cet «apôtre» et avec lui Griffuelhes et autres dirigeants de la C.G.T.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

Georges DEBOCK

O toi, qui penches vers la terre,
Ton front pâli par la douleur,
Redresse-toi, fier prolétaire,
L'avenir apparaît meilleur!
Ce n'est pas à coups de mitraille
Que le capital tu vaincras,
Non, car pour gagner la bataille
Tu n'auras plus qu'à croiser les bras!

Pour la chute finale
Des exploiters tyrans,
La grève générale
Nous fera triomphants! (bis).

Il est temps que tout abus cesse,
Plus d'exploités, plus d'exploiteurs,
Nous qui produisons la richesse
N'avons que misère et douleur!
Pour que le vieux monde s'écroule
Sous les ruines du Capital,
Travailleurs, groupons-nous en foule,
Soyons prêts au premier signal!

Pour la chute finale
Des exploiters tyrans,
La grève générale
Nous fera triomphants! (bis).

A la grande œuvre humanitaire,
Chacun doit donner son effort!
De bonheur il faut part entière
Au plus faible comme au plus fort,
Bannissons partout la détresse,
Il ne faudra plus voir demain
D'oisifs qui crévent de richesse,
Quand le travailleur meurt de faim!

Pour la chute finale
Des exploiters tyrans,
La grève générale
Nous fera triomphants! (bis).

Nota bene: ces paroles peuvent être mises sur différentes musiques, notamment celle de L'Internationale de Pierre DEGEYTER.

Les éléments biographiques indiqués dans les dernières pages de cette brochure sont issus du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, consulté au Centre d'Histoire du Travail, NANTES.

EN GUISE D'AVANT-PROPOS:

POUR FAIRE ÉCHEC À LA «LOI TRAVAIL», INVECTIVES OU INITIATIVES, INCANTATIONS OU MOBILISATION.

Une nouvelle fois confrontés à une mise en cause de leurs conditions économiques, les salariés sont confrontés une nouvelle fois à la nécessité de créer un rapport de forces permettant d'y faire échec. D'autres catégories sociales (agriculteurs, taxis, médecins, étudiants et lycéens...) sont également confrontées à cette problématique, même si elles ne peuvent pas en tirer les mêmes conclusions, ou les mêmes moyens d'action.

Les événements politiques qui ont conduit à l'échec de la constitutionnalisation de l'état d'urgence ne viendront vraisemblablement pas les secourir de nouveau dans ce combat-là, au contraire.

Dans les semaines qui viennent de se passer, des manifestations de rue importantes, une journée d'action syndicale, n'ont pas permis l'abandon du projet de loi. Un rapport de forces déterminant passe obligatoirement par la mise en cause des intérêts économiques de la classe capitaliste, - et de ceux qui tirent leur subsistance des prébendes d'État -, notamment de la partie de celle-ci dont les activités ne sont pas en «*récession*».

Parallèlement, les salariés de ces secteurs d'activités sont certainement ceux qui, les plus syndiqués, les mieux organisés, les plus aptes à affronter leur adversaire économique, portent intrinsèquement la responsabilité du succès ou de l'échec de cette mobilisation. Les responsables de leurs organisations syndicales sont également à même d'en tracer la voie, encore faut-il en avoir la volonté, et ne pas s'égarer dans des perspectives autres, particulièrement politiques.

Les syndicalistes de la fin du 19^{ème} siècle avaient défini la «*grève générale*» en tant qu'étape - d'une durée d'une à deux semaines - de blocage

de toutes les activités économiques et politiques de la société, pendant laquelle ils entendaient détruire le pouvoir économique et politique de la classe bourgeoise, le temps pour les classes laborieuses d'organiser la production et la distribution (donc la consommation, et la restriction si nécessaire) par eux-mêmes et pour eux-mêmes: *L'oisif ira loger (et manger) ailleurs!...* si affinités!

Tout cela, ils le définirent en opposition à la «*conquête des pouvoirs publics*» - quel qu'en soit le moyen (élections, coups d'État, ...) dont les écoles (jacobinistes, babouvistes, carbonaristes, mazziniennes, lassaliennes, blanquistes, jaoussiennes, marxistes, ...) et les succursales de cette dernière (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 4^{ème}-a, 4^{ème}-b, 4^{ème}-c, 4^{ème}-d, ...) se font les chantres depuis bientôt deux siècles.

Moyen d'agitation (intellectuelle) dans le temps où il fallait à la fois réfléchir (penser à l'avenir) et agir (penser au présent), il n'y fut jamais appelé du temps de Fernand Pelloutier et de la *Fédération nationale des Bourses du Travail*, ni de la première *Confédération générale du Travail*. Pour la première fois en 1914, quand il fallait à la fois empêcher la guerre et virer définitivement ses auteurs, les syndiqués suivirent Jaurès et Jouhaux dans les palabres internationales et l'union sacrée, - les blablateries et le carnage -, plutôt que Pouget, Griffuelhes et Merrheim, dans la grève générale expropriatrice et gestionnaire. Le premier finit assassiné, le deuxième grand précurseur de la bonzerie syndicale, le troisième désabusé, les deux derniers ne réussirent jamais à relever le syndicalisme de cette ornière.

Ce n'est qu'en 1917 que les populations laborieuses des États tsaristes en usèrent. Un coup d'État les priva de leurs oeuvres. Ses auteurs instaurèrent un État totalitaire et corporatiste...

à l'ombre du drapeau rouge. En Espagne en 1936, elle mit en échec les putschistes... temporairement; elle permit de très nombreuses collectivisations, mais les populations laborieuses espagnoles ne mirent pas à bas définitivement l'État. C'est au sein de celle-ci que s'opéra la conjonction des corporatismes noir, brun, jaune, rose et rouge.

Il s'en suivit quarante ans de barbarie.

Aujourd'hui, ce n'est pas dans l'immédiat - hormis un concours de circonstances exceptionnel - que la grève générale expropriatrice sera mise à l'ordre du jour. Mais rien n'interdit de s'y entraîner en affrontant le plus efficacement possible l'adversaire économique et étatique.

Ce ne sont pas les secteurs d'activité en récession ou sous-organisé qui peuvent en être les initiateurs, ni les secteurs administratifs des collectivités territoriales par exemple.

Mais que dire de la puissance économique des salariés des entreprises de constructions aéronautiques et navales dans le contexte économique de ce secteur! Que dire de la puissance des salariés de la grande distribution! Que dire de la puissance des salariés de la banque et du

trésor! Que dire de la puissance des salariés des transports ferroviaire, routier et aérien! S'ils bloquaient leurs propres secteurs d'activité, alors toute l'économie nationale serait paralysée, les agriculteurs et les taxis se chargeront volontiers de bloquer les grands axes restant!

Le devoir des syndicalistes et des responsables de syndicats, fédérations, unions départementales, confédérations, n'est-il pas de mobiliser dans ces secteurs d'activité, en y prenant l'initiative de la grève qui, paralysant l'essentiel de l'activité économique en plein essor ou administratives essentielles, mettrait en péril les perspectives du patronat et de l'État?

Sans cette volonté ouvertement affichée, il n'y aura que journée d'action après journée d'action, incantations d'un côté et invectives de l'autre.

Lassés des palabres et des processions, les salariés ne sauraient plus que donner crédit à des aventures politiques aux finalités toutes plus ou moins douteuses, qui pourraient bien nous préparer quarante années de barbarie économique.

Anti.mythes,
20 germinal 214 / 9 avril 2016.

«QU'EST-CE LA GRÈVE GÉNÉRALE?»

par Henri GIRARD et Fernand PELLOUTIER.

Leçon faite par un ouvrier aux docteurs en socialisme.

Imprimerie Jean ALLEMANE - Paris - 1895.

Colloque entre ouvriers, un samedi soir, après la paie.

1^{er} ouvrier: Encore une diminution de cinq centimes par heure! Nous ne pouvons pas accepter une pareille mesure...

Tous: Que faire?

1^{er} ouvrier: Que faire?... Refuser!..., dire au patron que nous ne sommes pas des nègres qui travaillent exclusivement pour leur subsistance. Quand nous lui fournissons 6 francs d'ouvrage, il gagne net 2 francs. Bénéfice total: 200 francs par jour. Qu'il sacrifie 50 francs, il n'en vivra pas moins bien, et, nous, nous pourrions payer notre boulanger.

3^{ème} ouvrier: S'il s'obstine?

1^{er} ouvrier: Nous ferons la grève.

2^{ème} ouvrier: Oh! oh! faire la grève est bien vite dit; mais aurons-nous des chances de succès? car, enfin, le gain d'une bataille ne dépend pas seulement du bon droit de celui qui la livre.

1^{er} ouvrier: C'est juste! Aussi nous ferons circuler dans les ateliers des listes de souscription, nous soumettrons notre cas aux journaux, nous remuerons, comme on dit, l'opinion publique... et ce sera bien le diable si nous n'arrivons pas à triompher.

2^{ème} ouvrier: Pour moi, mon vieux, je crois que tu t'abuses. En ce moment, il y a en France onze grèves; sais-tu combien d'entre elles sont soutenues?

1^{er} ouvrier: Toutes, je suppose.

3^{ème} ouvrier: Erreur. À la dernière séance du Co-

mité général de la Bourse, le secrétaire nous a dit que ses appels étaient restés sans réponse. Les menuisiers de Châlon-sur-Loire, qui ont envoyé 1.800 circulaires, ont reçu 900 francs. Comme ils sont 50 en grève, depuis trois semaines, chacun d'eux n'a pas reçu tout à fait 90 centimes par jour. Quant aux mineurs de Carcassonne, ils ont dû reprendre le travail aux conditions imposées par les patrons.

1^{er} ouvrier: Soit. Mais, nous, ce sera différent. Nous sommes à Paris; nous pouvons voir à toute heure les journaux socialistes, les stimuler, obtenir d'eux le même concours qu'ont obtenu les mécaniciens d'Avignon.

2^{ème} ouvrier: Décidément, tu tiens à te monter le coup. Les journaux socialistes ne viendront pas du tout en aide. Et pourquoi? parce que notre grève ne sera, dans la lutte économique de tous les jours, qu'un petit incident. Trop peu de chose pour fournir un sujet d'attaque contre le ministère. Les journaux penseront que les tripotages des chemins de fer de la Dordogne, où l'on a volé que des petits capitalistes qui espéraient être des voleurs, sont bien plus intéressants que les cent malheureux métallurgistes du faubourg, qui luttent pour ne pas crever de faim, et, en définitive, nous ne trouverons aide que chez nos camarades, tout aussi exploités que nous.

4^{ème} ouvrier (timidement): Pourquoi les syndicats n'organisent-ils pas une caisse de grève?

5^{ème} ouvrier: Eh! parce que tout le monde se mettrait en grève.

2^{ème} ouvrier: Tout le monde non; mais les grèves seraient assurément plus fréquentes et plus nombreuses qu'aujourd'hui. Il y a trente ans que les organisations ouvrières essaient de constituer, sous mille formes, une caisse de résistance.

Toutes raisonnent à peu près ainsi: il y a en France 200.000 ouvriers militants, capables, par conséquent, de verser un sou par semaine. Que chacun d'eux le fasse, on aura 40.000 francs par mois, 500.000 francs par an et 5 millions tous les dix ans. Ce sont là des calculs d'enfant ou d'éleveur de lapins. Pourquoi fait-on grève le plus souvent? Pour augmenter son salaire. Or, connais-tu une corporation qui n'ait rien à désirer sous le rapport du salaire? non, n'est-ce pas? De sorte que, s'il existait quelque part une caisse bien remplie et destinée à soutenir la lutte contre le patronat, un grand nombre de corporations se mettraient en grève, qui actuellement n'y songent pas, et comme chaque gréviste recevrait chaque jour la somme qu'il aurait mis quarante semaines à économiser, tu vois avec quelle rapidité la caisse se viderait.

4^{ème} ouvrier: On pourrait régler les grèves, soutenir celles qui seraient sérieusement motivées et laisser les autres faire directement appel à la solidarité générale.

2^{ème} ouvrier: C'est-à-dire instituer un véritable ministère du Travail qui décréterait si une grève est légitime ou non... Et en employant le mot: ministère, je n'exagère pas, car pour décider de la légitimité ou de l'illégitimité des grèves, il faudrait d'abord dresser la statistique, que personne n'a pu faire encore, non seulement des conditions de travail, mais des conditions de l'existence, mais du prix des matières premières, toutes choses qui varient d'une ville à l'autre. Les cinq francs que touche l'ouvrier d'Albi valent-ils les cinq francs que touche l'ouvrier de Marseille? Et le maître de forges d'Orléans qui reçoit son charbon de Saint-Nazaire n'a-t-il pas plus de frais que l'usinier des environs d'Alais (1), de Bessèges ou de Saint-Étienne? Pour dresser une pareille statistique, qui, du reste, devrait être recommencée tous les six mois, il faudrait un bataillon de statisticiens qui grèveraient déjà fortement la caisse. Puis que diraient les grévistes auxquels ce ministère aurait refusé son appui? «*Comment, nous ouvriers de Tours ou de Lyon, nous jugeons notre salaire insuffisant, et cette caisse, que nous avons contribué à alimenter, nous sera fermée par le bon plaisir de messieurs qui passent leurs journées à faire des écritures. Eh! bien, qu'ils viennent dorénavant nous demander le Sou de grève! ils seront bien reçus*». Quant aux autres, je ne veux point débiter les camarades,

(1) Alais: ancienne appellation de Alès, chef-lieu du département du Gard. (Note A.M.).

mais ose donc affirmer que beaucoup d'entre eux n'abuseraient pas de la caisse?

4^{ème} ouvrier: Il pourrait bien arriver, en effet, ce qui est arrivé aux syndicats qui possédaient une caisse de chômage. On avait la tête beaucoup plus près du bonnet quand on était sûr qu'après avoir dit son compte au patron ou au contre-maître, la caisse de chômage nous aiderait à attendre le travail.

1^{er} ouvrier: Tu condamnes donc les grèves?

2^{ème} ouvrier: Les grèves partielles, oui; tout au moins celles qui n'ont pas une importance suffisante pour intéresser les journaux et les députés socialistes à les soutenir. D'ailleurs, entre nous, vous savez bien que toutes les grèves, toutes, sont funestes. Celles qui échouent, inutile de dire pourquoi; celles qui réussissent, pour deux raisons: la première, que, sauf le cas très rare où la nécessité de livrer des commandes pressées oblige le patron à céder immédiatement, l'augmentation de salaire obtenue ne couvrira jamais les sacrifices faits pour elle. Dix ouvriers en grève pendant quinze jours auront dépensé 300 francs. Suppose qu'ils obtiennent une augmentation de 25 centimes par jour. Comme leur salaire avant la grève était insuffisant, une partie de l'augmentation seulement servira à amortir la dette qu'ils auront contractée pendant la lutte. De sorte qu'il leur faudra huit à neuf mois de travail, c'est-à-dire une année d'existence, en comptant le total des chômages, pour rétablir l'équilibre dans leur budget. Mais, pendant ce laps de temps, combien de fois le patron aura-t-il l'occasion de récupérer une partie de son «sacrifice», soit en diminuant le nombre des heures quand le travail ne pressera pas trop, soit en infligeant des amendes, etc...? La seconde raison est que, même après une grève heureuse, les ouvriers sont si dégoûtés du maigre résultat obtenu que, pendant longtemps, il ne faut plus compter sur eux pour aider au mouvement révolutionnaire. Beau résultat!

5^{ème} ouvrier: Si encore nous n'avions à prélever sur notre salaire qu'un sou par semaine, et si tous les ouvriers le versaient! Mais il y a la cotisation du syndicat, les collectes pour les camarades malheureux, les souscriptions pour la propagande. Ainsi, le mois dernier, nous avons eu les 50 centimes du syndicat, les billets de la tombola, la réunion publique de la salle de la Gaîté, l'appel des couvreurs pour le pauvre diable

qui s'est cassé la jambe l'autre jour... j'en suis pour mes 3fr.25; c'est énorme. Et qui est-ce qui verse? Toujours les mêmes, c'est-à-dire ceux qui fréquentent assidûment le syndicat ou les réunions publiques. Les autres! Ils tirent au flanc, et, comme, après tout, un syndicat ne peut pas avoir une action sérieuse avec quinze membres, de temps en temps on vote une amnistie pour les cotisations en retard, de sorte que nous sommes quinze qui payons toujours pour les autres. Encore, on ne se plaindrait pas s'ils n'avaient pas l'air de se fichier de nous!...

1^{er} ouvrier: Alors quoi? Faut subir les fantaisies du patron?

2^{ème} ouvrier: Il faut préparer la grève générale!

Deux ou trois ouvriers: Oh! une utopie.

2^{ème} ouvrier: Pourquoi?

1^{er} ouvrier: Parce que s'il est impossible d'organiser de bonnes grèves partielles, il le serait bien davantage d'organiser une grève générale!!! Si l'égoïsme de la masse empêche cent hommes bien unis de lutter avec succès, comment veux-tu que tous les travailleurs se résolvent à faire un mouvement pareil?

2^{ème} ouvrier: Je vois que tu n'entends rien à la grève générale. Si tu avais assisté aux congrès de Tours et de Marseille en 1892, à celui de Paris en 1893 et à celui de Nantes en 1894, tu ne parlerais pas comme tu viens de le faire. D'abord l'expression: «*grève générale*» n'est qu'une formule. Il est évident que si nous entendions par là un mouvement de tous les travailleurs, il coulerait pas mal de litres d'eau sous le Pont-Neuf avant que la grève générale pût se faire, en admettant même qu'elle fût possible.

1^{er} ouvrier: Alors, ce n'est pas la grève générale. Moi, je suis pour la conquête des pouvoirs publics.

2^{ème} ouvrier: Qui t'en empêche? Seulement crois-tu que les bourgeois te laisseront bénévolement prendre leur place, et qu'au moment où le nombre des élus socialistes deviendra dangereux, si d'ailleurs on ne trouve pas le moyen de les apprivoiser, les capitalistes ne regimberont pas?

1^{er} ouvrier: Mais, puisque le suffrage universel

les aura remplacés, ils seront bien obligés de s'incliner.

4^{ème} ouvrier: Euh! tu me parais arranger les choses un peu simplement. Pour moi, je crois que les bourgeois ne respecteront le suffrage (si du reste on considère comme respectueuse la façon dont ils l'ont traité à Carmaux) que s'il ne les menace pas d'expropriation. Mais il y a gros à parier que le jour où il les gênera, ils n'hésiteront pas à lui couper le sifflet. Ils l'ont bien fait pour empêcher Boulanger d'être élu dans plusieurs circonscriptions.

1^{er} ouvrier: C'est possible; mais si, malgré tout, il arrive au Parlement une majorité socialiste, cette majorité les mettra dehors.

2^{ème} ouvrier: À moins qu'ils ne la mettent dedans, comme ils y mirent l'Assemblée, le 2 décembre 1851.

1^{er} ouvrier: Ils sont trop lâches.

2^{ème} ouvrier: Trop lâches. Dis cela dans une réunion publique, soit; mais à nous? Tu sais bien que le jour où ils seront en péril, ils ne laisseront pas inactives la police et l'armée. Or, la *Semaine sanglante* nous a appris de quoi l'armée est capable; quant à la police, je sens encore par là le coup de botte qu'elle m'a administré, le 6 juillet 1893, au coin de la rue de la Folie-Méricourt (2).

1^{er} ouvrier: Eh bien, il y aura bataille. Nos élus appelleront le peuple aux armes et l'on recommencera le 18 mars.

2^{ème} ouvrier: Pourquoi n'ajoutes-tu pas aussi le 24 mai? Mais non; on n'ira même pas aussi loin. Tes élus socialistes, le peuple les enverra promener. Les meneurs, il sait ce qu'en vaut l'aune: on lui a déjà servi Félix Pyat. Le jour du grabuge entre les bourgeois capitalistes et les bourgeois socialistes, le peuple, émasculé par le parlementarisme, se dirait et avec raison: «*Les candidats socialistes m'avaient affirmé qu'au moment où ils seraient devenus la majorité, ils exproprieraient légalement les bourgeois. Ils sont la majorité, qu'ils remplissent leurs promesses*». Et qui oserait alors lui reprocher cette prudence, quand, aujourd'hui, dès qu'il fait mine de montrer les dents contre ses exploités, ses repré-

(2) Allusions aux affrontements qui suivirent, le jour même, la fermeture de la Bourse du Travail de Paris. (Note A.M).

sentants lui crient: «Non, non, pas de violences; du calme; le calme, c'est la force; le calme, ce sera ton triomphe!». L'appel aux armes rallierait dix mille écerclés, comme toi et moi, que deux ou trois cents sergots assommeraient et expédieraient au Gabon ou à la Guyane. Un éternuement du préfet de police purgerait cette bonne société des fauteurs de révolution. Et puis, en admettant même que le peuple - le peuple c'est cent mille hommes - descendît dans la rue, que ferait-il? Des barricades? avec quoi? avec les pavés de bois peut-être? Et où? avenue de la République? Et ses armes, quelles seraient-elles?

1^{er} ouvrier: Tu ne discutes plus sérieusement.

2^{ème} ouvrier: Bah! l'année dernière, au Congrès de Nantes, pendant le débat sur la grève générale, des malins ont acculé le délégué de Troyes (3) jusqu'à l'heure d'une révolution, qu'il reconnaissait, du reste, fatale, et lui ont demandé: «Que ferez-vous alors? - Nous nous battons. - Comment? » - Mon vieux, ton délégué est devenu muet comme dix-huit carpes. Il semblait dire: Tout ça, c'est des questions d'anarchiste. Bibi est trop guesdiste, ce qui signifie trop prudent, pour y répondre.

4^{ème} ouvrier: Mais alors, qu'est-ce que la grève générale? Si c'est un mouvement pacifique, elle ne produira rien, même au cas où elle comprendrait l'unanimité des travailleurs; si c'est une révolution, elle subira le sort de toute forme de révolution.

2^{ème} ouvrier: La grève générale ne sera pas un mouvement pacifique, parce qu'une grève générale pacifique, supposée possible, n'aboutirait à rien. Il est clair qu'une lutte à coup d'argent serait à l'avantage des riches et que la force seule pourra triompher de l'argent. Les ouvriers, dit-on, pourraient s'approvisionner pour la durée de la grève; hé! les patrons le pourraient encore mieux. Admettons même que de part et d'autre il y eût quantité égale d'approvisionnements. Le jour où ces approvisionnements seraient absorbés, qu'arriverait-il? Représente-toi cette scène: d'un côté les bourgeois, de l'autre les travailleurs, tous affamés; au milieu les instruments de production, c'est-à-dire le moyen de boulotter. Penses-tu que les adversaires resteraient aussi stoïquement devant la table dressée jusqu'à extinction universelle? Ventre affamé n'a pas

d'oreilles, et on ne tarderait pas à en découdre. Mais je suis encore bon enfant, moi, je veux bien croire que les bourgeois cèdent les premiers? Que leur demanderaient les travailleurs? Une soumission complète. Évidemment non, ou bien, égorgement pour égorgement, les bourgeois préféreraient courir les chances d'une bataille, et la grève générale deviendrait révolution. Les travailleurs demanderaient donc des concessions. Or, avec le système économique actuel, il ne faudrait pas dix ans aux riches pour créer une nouvelle caste exploitrice, et alors l'histoire devrait recommencer. Ce serait l'ère des dyspepsies, et les sources de Vichy et Contrexéville seraient insuffisantes pour guérir ces grèves intermittentes. Non, la grève générale, je le dis carrément, est une révolution. Mais quelle révolution, voilà le hic? Jadis, un beau matin, pour une question de patriotisme, de suffrage universel, ou quelque autre baliverne du même genre, et sur l'appel de deux ou trois malins, qui prenaient d'ailleurs la précaution d'assurer leur fuite en cas d'échec, vingt mille hommes dans deux ou trois villes prenaient le fusil, descendaient dans la rue, arrachaient les pavés, renversaient les charrettes et se préparaient à faire le coup de feu. Là-dessus, le gouvernement appelait les villes voisines, demeurées tranquilles, trente ou quarante mille soldats, pas mal de batteries d'artillerie, quelques détachements de sapeurs, et lançait le tout à l'assaut des barricades. La lutte était difficile, c'est vrai, pour l'armée, parce que les insurgés avaient des armes semblables à celles des soldats, que les soldats connaissaient mal la guerre des rues. Mais, en définitive, l'insurrection était toujours écrasée, parce que, concentrée sur un espace restreint, il était facile de l'accabler sous le nombre. Aujourd'hui, avec une révolution semblable, le gouvernement aurait bien plus d'avantages: du côté des insurgés, point d'armes; du côté des soldats, au contraire, des ustensiles superbes qui vous crèvent une planche de chêne à je ne sais combien de cent mètres; du côté des insurgés, plus de petites rues ou, si tu veux, les îlots de petites rues enfermés dans des quadrilatères de voies larges de 30 mètres et longues de 3.000; plus de pavés pour faire des barricades, ou des pavés de Norvège; du côté des soldats, par conséquent, suppression des difficultés (que surmontaient d'ailleurs fort bien les sapeurs du génie) soulevées par l'évolution sur un terrain inconnu. Mais la révolution par la grève générale, combien ce serait différent!

(3) Soit Étienne PÉDRON, voir notice biographique.

3^{ème} ouvrier: Je ne vois pas.

2^{ème} ouvrier: Ce serait partout à la fois, non pas peut-être la révolte, mais la menace de révolte, c'est-à-dire l'obligation pour le gouvernement d'immobiliser ses garnisons. Au lieu de mettre en présence, comme la révolution classique, 30.000 insurgés et 100, 150, 200.000 soldats, au besoin, évoluant sur un espace de 39 kilomètres de circonférence, la Grève générale mettrait en présence: ici 200.000 ouvriers contre 10.000 soldats; là 10.000 contre 500; ailleurs, comme à Decazeville, à Trignac, 1.000 ou 1.200 contre une brigade de gendarmerie. Saisis-tu la différence? Et que de ressources pour les grévistes! Arrêt des transports, suppression de l'éclairage public, impossibilité de ravitailler les grands centres.

1^{er} ouvrier: En effet, il y a là sur les révolutions précédentes une supériorité que je n'avais pas aperçue; mais enfin est-ce que, étant donné les progrès de l'armement, la garnison de Paris ne suffirait pas à elle seule à écraser les insurgés?

2^{ème} ouvrier: Oui, si les insurgés étaient assez bêtes pour se porter en masses sur deux ou trois points centraux. Mais c'est ce qu'il faudrait précisément éviter, et ce qu'éviteraient les grévistes, ayant tout à y perdre. Chacun d'eux resterait dans son quartier et y opérerait sa prise de possession, au début des petits ateliers, des boulangeries, puis des ateliers plus importants, et, enfin, mais seulement après la victoire, des grands établissements industriels. En ce cas, de deux choses l'une: ou le gouvernement diviserait ses forces proportionnellement au nombre des quartiers, et, tandis qu'autrefois la masse des soldats écrasait les petits paquets d'insurgés, la masse des insurgés écraserait les petits paquets de soldats; ou bien le gouvernement garderait ses troupes dans les casernes, attendant, pour fondre sur elle, quelque manifestation isolée et, par suite, imprudente des grévistes; mais si cette manifestation localisée, centrale, ne se produisait pas, si la prise de possession de chaque atelier ne s'opérait que par petits groupes d'hommes, et qu'ainsi, l'ennemi trop épars, en quelque sorte insaisissable, l'armée fût immobilisée, combien de temps le gouvernement pourrait-il la nourrir?

1^{er} ouvrier: Trois mois, je crois.

2^{ème} ouvrier: Pas quinze jours. Les intendances militaires sont souvent indiscretes. En passant, je te signale un autre avantage, qui, celui-là, défriserait singulièrement les socialistes autoritaires ou gouvernementaux.

4^{ème} ouvrier: C'est que la grève générale devant être une révolution de partout et de nulle part, la prise de possession des instruments de production devant s'y opérer par quartier, par rue, par maison, pour ainsi dire, plus de constitution possible d'un «gouvernement insurrectionnel», d'une «dictature prolétarienne»; plus de «foyer» à l'émeute, plus de centre à la résistance; l'association libre de chaque groupe de boulangers, dans chaque boulangerie; de chaque groupe de serruriers dans chaque atelier de serrurerie; en un mot, la production libre.

1^{er} ouvrier: Oui, tout cela est beau, mais à condition que ça arrive, sans quoi la grève générale ressemblerait à la jument qui avait toutes les qualités, mais qui était morte. Comment décideras-tu les travailleurs à faire cette grève?

2^{ème} ouvrier: C'est ce que j'allais te dire quand tu m'as parlé de la conquête des pouvoirs publics. Il est clair, n'est-ce pas, que pour la grève-révolution, nous n'avons pas besoin du concours des tailleurs d'habits ou des commis de magasin. L'objectif capital, c'est (pour le cas où la grève ne se généraliserait pas dans un laps de temps assez restreint) l'arrêt des transports, c'est-à-dire l'immobilisation des troupes, l'arrêt des grandes industries faute de combustible, l'impossibilité du ravitaillement; puis, au moins pendant quelques jours, et surtout à Paris, l'arrêt des machines mues par le gaz ou par l'électricité.

3^{ème} ouvrier: Et les mineurs?

2^{ème} ouvrier: Les mineurs ne peuvent qu'aider au succès du mouvement; mais ne nous laissons pas prendre aux mensonges de ceux qui, pour ne pas paraître systématiquement hostiles à la grève générale et, en même temps, pour regagner, à la faveur d'un mouvement dont ils prendraient la direction, un peu de leur prestige perdu, prétendent qu'une grève générale des mineurs serait seule possible et efficace. En conservant le libre usage des voies ferrées, les capitalistes feraient venir du charbon de l'étranger, insuffisamment sans doute pour assurer le fonctionnement normal de l'industrie, suffisamment tout au moins pour désorganiser la grève, provoquer des désertions, fomenter des troubles et assommer les récalcitrants.

1^{er} ouvrier: Imagines-tu donc que, même dans ces limites, la grève générale pourra entraîner

tous les ouvriers des chemins de fer, des mines, du gaz?

2^{ème} ouvrier: Pas le moins du monde. Nous n'aurions ni 50, ni 30, ni peut-être 20.000 ouvriers de chemins de fer, pour ne parler que de ceux-là.

1^{er} ouvrier: Alors ?

2^{ème} ouvrier: Nous utilisons les leçons que nous donne depuis un siècle l'économie politique capitaliste. La division du travail a été la source de la richesse et de la puissance bourgeoises; elle deviendra l'instrument de mort de l'état social actuel. Il y a à Paris cinquante mille moteurs à gaz; que les ouvriers du gaz cessent le travail, et voici non seulement la ville privée d'éclairage, mais les 50.000 moteurs arrêtés et avec eux les professions qu'ils intéressent, directement ou indirectement, au total 200.000 personnes. Que les aiguilles d'une gare d'embranchement, celle de Tours par exemple, cessent de fonctionner et voici suspendus du même coup les services de la ligne d'Orléans, de la ligne de Bordeaux et de la ligne de l'État. Avez-vous oublié ce que disait il y a quelques mois le directeur de la *Compagnie de l'Ouest*: «Si une seule section de notre réseau, une seule, entendez-vous, s'arrêtait, j'arrêtera immédiatement le service du réseau tout entier, ne croyant pas qu'il me fût possible de l'assurer». La division du travail a été une arme excellente pour la classe bourgeoise; mais, par malheur, elle est à double tranchant, et il ne sera que juste qu'après avoir si longtemps servi à pressurer les travailleurs, elle serve à supprimer les capitalistes.

4^{ème} ouvrier: Tu nous dis bien comment la grève générale, une fois engagée, se généralisera fatalement, par l'effet de la division du travail. Cela est irréfutable, et tu aurais pu étendre tes exemples à d'autres corporations, à la nôtre, par exemple, où, si les mécaniciens sont en grève, nos fraiseuses, nos raboteuses, etc..., ne pourront plus marcher. Mais, ce que tu n'as pas dit, c'est le moyen de la déterminer, cette grève générale. Il est certain que, malgré le concours de la division du travail, il y faudra plus de grévistes encore qu'il ne faudrait d'insurgés pour faire une révolution ordinaire. Or, si les militants eux-mêmes hésitent aujourd'hui à engager la bataille classique, comment espérer, pour un mouvement qui n'est, en somme, qu'une forme révolutionnaire nouvelle, entraîner plus que les militants? Certainement, la tactique est bonne, mille fois

meilleure que la tactique d'il y a vingt-cinq ans; mais enfin, elle ne l'est encore qu'en hypothèse. Alors les camarades diront: «*Soit, marchez, donnez-nous l'exemple*», et comme vous êtes trop peu nombreux pour que votre exemple serve à autre chose qu'à vous faire massacrer, la grève générale, toujours possible, ne se fera jamais.

2^{ème} ouvrier: Là, en effet, est le nœud de la question. Pour moi, voici ce que je crois. De plus en plus, l'ouvrier se désintéresse de la politique. Remarquez la différence qu'il y a, dans les syndicats, entre les discussions d'il y a trois ans, et celles d'aujourd'hui. Jadis on ne s'occupait que d'élections, de tactique électorale, de combinaisons, d'alliances contre la «*réaction et le cléricalisme*», etc... Pour nous faire oublier notre misère, on nous disait: «*Patientez! le temps des réformes viendra; pour l'instant, aidez-nous à écraser la réaction qui redresse la tête, l'Église qui s'insurge; consolidez la République et mangez beaucoup de curé*». Et nous, pauvres gobeurs, nous prîmes nos épaules à un tas de saltimbanques, qui, entre-temps, soufflaient à l'oreille des réactionnaires: «*Aidez-nous à vaincre le spectre rouge; après, on sera tolérants*». Plus de tout ça, aujourd'hui. Nous voulons nous émanciper, nous affranchir, mais nous ne voulons pas faire une révolution, risquer notre peau pour mettre Pierre le socialiste à la place de Paul le radical. Nous savons ce qu'est le despotisme de Paul; que serait celui de Pierre? Alors, nous avons propagé, fortifié nos syndicats, nos Bourses du travail, et nous y avons appris qu'ils pouvaient devenir un excellent moyen de révolution. Notre existence devient de plus en plus difficile: d'ignobles ratatouilles, des ronds de cervelas ou de saucisson, du vin frelaté; voilà de quoi nous nous nourrissons. Et cela va croissant tous les jours. Songez que depuis 25 ans, le rapport entre le gain de l'ouvrier et le total de ses dépenses a diminué de 6%. Alors? De temps en temps, l'envie le prend de se révolter. Mais comment? Avec un fusil? pas si bête; par la grève, et cette grève, il l'engage d'autant plus facilement qu'en aucun cas, ce ne sera une lutte mortelle. Si elle réussit, tant mieux; si elle échoue, eh bien! il reprendra le collier, il trimera un peu plus, et tout sera dit. C'est ce caractère pacifique de la grève qui l'a rendue si fréquente. Mais si, d'un côté, il n'hésite pas trop à se mettre en grève, il a une tendance de plus en plus prononcée à généraliser l'arrêt du travail, parce qu'il s'est aperçu que les grèves modestes ne lui réussissaient pas du tout. Eh bien! suppose qu'éclate une grève

importante, engagée très pacifiquement d'ailleurs; suppose une résistance acharnée du capital, quelques troubles, quelques coups de feu peut-être. L'indignation s'étend partout; une corporation connexe de la même localité joint ses efforts à la première, l'industrie se propage, gagne les corporations favorables à la grève générale, et voici, presque à son insu, la masse entraînée dans le tourbillon. Suppose encore un coup de force du gouvernement contre la liberté syndicale de certaines professions; suppose tout ce que tu voudras, mais qui ait un caractère économique; autant d'atouts pour la grève générale. Je crois pourtant qu'à moins d'une surprise comme celle dont je viens de parler, la grève générale viendra plutôt du gouvernement que des ouvriers. Mais il est certain que le jour où elle éclatera, et quelle qu'en soit la cause, personne ne pourra plus l'arrêter.

4^{ème} ouvrier: Si j'ai bien compris, il n'est point besoin de l'organiser, cette grève générale?

2^{ème} ouvrier: Organiser la grève générale! mais c'est absurde. Organiser les travailleurs pour qu'ils soient prêts, le cas échéant, à cesser le travail, très bien; faire le journal, la brochure, les réunions publiques, toute la propagande utile, soit. Mais rêver des comptoirs d'approvisionnement, une gigantesque caisse de résistance! Une grève générale ne pourrait durer plus de huit jours sans donner un résultat net: succès ou échec. Par conséquent, ou les grévistes seraient les plus forts, et ils trouveraient partout plus qu'il ne faudrait pour leur subsistance, ou il seraient les plus faibles, et dès le début le gouvernement confisquerait sans hésiter leurs petites provisions.

4^{ème} ouvrier: Cependant, tout le monde ne pense pas comme toi, à ce sujet. Le premier rapport qui ait été adopté en France sur la grève générale, réclamait, je m'en souviens, l'organisation de sociétés coopératives chargées de créer, en outre du service d'approvisionnements courant, un service d'approvisionnement de réserve, établi sur le modèle du service d'intendance.

2^{ème} ouvrier: D'autres que l'auteur de ce rapport ont cru également possible la constitution d'approvisionnements; mais tous ont reconnu, depuis, leur erreur, car il y aurait danger, pour les grévistes, à être obligés de soutenir, dès les premières heures du mouvement, avant d'être solidement organisés, la bataille que ne manque-

raient pas de livrer les capitalistes pour confisquer les denrées emmagasinées.

1^{er} ouvrier: C'est évident!

2^{ème} ouvrier: Quelle est la raison pour laquelle nous avons adopté la grève générale? C'est, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, la nécessité d'éviter toute bataille rangée avec la troupe, d'immobiliser et démoraliser les soldats en les mettant en face, non pas d'une révolution locale, de bandes d'insurgés, comme autrefois mais d'une révolution qui soit partout et nulle part, qu'on ne puisse prendre corps à corps. Or, comme des centres d'approvisionnement (sociétés coopératives ou autres) seraient des points de mire, que l'armée serait lancée contre eux, dès le début, que les grévistes, voulant les défendre, accourraient en masses serrées à leur secours, nous retomberions dans la révolution classique; le sang coulerait à flots et, en quarante-huit heures, nous serions battus. Je le répète, la grève générale, c'est plus de points de mire ou, si vous aimez mieux, tant de points de mire que le tireur (comme le chasseur en face d'une nuée de canards tout d'un coup envolée) ne sache plus sur qui braquer son arme.

1^{er} ouvrier, après avoir réfléchi un instant: Voilà, en effet, un argument solide, que je regrette de n'avoir pas aperçu plus tôt. Dissémination des grévistes, par conséquent impuissance de l'armée, énervement, puis démoralisation des soldats, lâchage de quelques-uns, panique du Capital, prise de possession des ateliers de chaque rue par de petits groupes de grévistes, cinq, dix, tout au plus. C'est là certainement une tactique nouvelle! Ma foi, me voilà déconcerté. Cependant, oui, il y a encore deux objections importantes.

2^{ème} ouvrier: Voyons la première.

1^{er} ouvrier: Si, au moment où la grève générale éclatait, le gouvernement mobilisait les ouvriers des chemins de fer, combien de camarades oseraient refuser le travail, qui serait devenu, de par la mobilisation, un service militaire?

2^{ème} ouvrier: L'objection est sérieuse, en effet; mais elle n'est pas irréfutable. Un décret de mobilisation ne saurait arrêter, note-le bien, ceux des ouvriers des chemins de fer qui sont fermement résolus à l'œuvre commune d'émancipation, car, mobilisable ou non, un homme qui

s'engage dans une révolution sait bien qu'il fait d'avance le sacrifice de sa vie. Le soldat qui passe à l'émeute n'est, en somme, pas plus puni que l'ouvrier pris les armes à la main: tous deux sont fusillés. Donc, les bons, les solides se ficheraient comme d'une guigne du papier du ministre de la Guerre. Quant aux autres, ceux qui voudraient bien faire une grève générale, mais non une révolution, ils ont un moyen très simple d'éviter, en cas d'échec de la grève, de tomber sous le code militaire.

1^{er} ouvrier: Ah! lequel?

2^{ème} ouvrier: C'est de... Approchez-vous... vous avez compris?

Tous: Tiens, tiens, c'est juste.

2^{ème} ouvrier: Voyons, maintenant, la seconde objection.

1^{er} ouvrier: La grève générale, c'est entendu, doit être une révolution; mais que durerait une révolution nationale? Supposons que le mouvement réussisse, que les travailleurs s'emparent des instruments de production et qu'ils arrivent à faire marcher eux-mêmes la machine sociale, crois-tu que les gouvernements voisins laisseraient subsister longtemps à côté d'eux un si détestable exemple pour leurs «sujets»?

2^{ème} ouvrier: Veux-tu que je réponde d'abord à ta question par une autre question?... Oui?... bien. Tu es partisan de la conquête du pouvoir politique. Supposons que cette conquête réussisse, que tes amis, installés dans tous les trous de la forteresse bourgeoise, en exproprient les capitalistes et, après y avoir organisé l'État collectiviste, socialisent tous les instruments de production, crois-tu que les gouvernements voisins laisseraient subsister longtemps à côté d'eux un si détestable exemple pour leurs «sujets»?

3^{ème} ouvrier: Bien répondu.

1^{er} ouvrier: Non, car si cette seconde question révèle le point faible de la révolution sociale par la conquête du pouvoir, elle ne supprime point celui qui existe dans la révolution sociale par la grève générale.

2^{ème} ouvrier: Tu as raison; aussi ne te l'ai-je posée que pour établir ce premier point: qu'un révolutionnaire ne doit pas combattre la révolution par la grève générale avec un argument qui, applicable à toutes les formes de révolution, retombe sur le nez de celui qui l'emploie. Quant à la véritable réponse qu'exige ton objection, la voici: dans tous les États d'Europe, le nombre des révolutionnaires augmente en proportion formidable; en Allemagne, par exemple (et c'est sans doute de son gouvernement que nous avons surtout à craindre), combien de socialistes sont prêts à saisir l'occasion favorable pour chahuter leur empereur? Et, en Italie? Et en Espagne? Et en Russie?... Or, est-ce qu'un exemple comme le nôtre ne remuerait pas singulièrement nos camarades étrangers? Et ne crois-tu pas que, pendant le temps nécessaire pour fortifier notre nouvelle organisation, les empereurs voisins auraient assez de besogne à contenir leurs nationaux? Incontestablement. Nous verrions ensuite à intervenir.

1^{er} ouvrier: Je ne dis plus rien.

2^{ème} ouvrier: Et moi, je conclus. Ou la grève générale est impossible, et il est stupide de la combattre, parce que la conspiration du silence la détruirait, tandis que les attaques la fortifient. Opposer une digue à un torrent, c'est accroître sa puissance dévastatrice; élargir son lit, c'est le rendre inoffensif et le réduire aux proportions d'un ruisseau. Il en est de même pour la grève générale. Ou bien, elle est possible, et criminel qui la combat parce qu'elle est la ruine du système autoritaire. J'ai dit. Maintenant, allons prendre un verre et examiner comment nous pourrions serrer la vis au patron.

FIN.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUCCINCTE

BESSET Bernard (?-?): Ouvrier coordonnier, lyonnais. Secrétaire de la *Chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de France* fondée en 1887, jusqu'en 1890. Premier Secrétaire de la *Fédération des Bourses du Travail* de 1892 à 1893. Trésorier fédéral de 1894 à 1895. Membre du *Comité de la Grève générale*. Par ailleurs «socialiste blanquiste».

BLANCHARD ou BLANCHART Joseph (1880-1927): Fut professeur de menuiserie à l'*École municipale professionnelle* de Nantes, et de 1898 à 1911, secrétaire général de la Bourse du Travail de Nantes. Membre du *Comité de la Grève générale*. Par ailleurs «socialiste» de la *Fédération autonome de Bretagne*.

BOULANGER Georges (1837-1891): Bourgeois. Militaire. Campagnes coloniales (Kabylie, Cochinchine); répression de la *Semaine sanglante*; ministre de la Guerre puis chef putatif d'une conspiration nationaliste belliciste comportant des «socialistes d'État». Il ne tenta jamais le coup d'État militaire que ses partisans attendaient.

CAPJUZAN Bernard (1855-1912): Ouvrier coordonnier. Secrétaire de la *Chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de France* après BESSET. Membre du *Comité de la Grève générale*. Par ailleurs «socialiste blanquiste».

CORDIER Rieul (1860-1941): Ouvrier coordonnier. Secrétaire de la *Fédération des Bourses du Travail* de 1893 à 1895. Membre du *Comité de la Grève générale*. Par ailleurs «socialiste blanquiste».

DEBOCK Georges (1846-?): Ouvrier typographe. Garde à la 12^{ème} compagnie du 167^{ème} bataillon de la Garde nationale, il fut, sous la Commune, secrétaire à la direction de l'*Imprimerie nationale*, dont le directeur était Louis-Guillaume DEBOCK (1822-1892), son père. Tous deux poètes et auteurs de nombreux pamphlets.

DEGEYTER ou DE GEYTER Pierre (1848-1932): Ouvrier et musicien belge vivant en France, d'abord guesdiste il finit naturellement stalinien. Auteur putatif de la musique de *L'Internationale*, la paternité en ayant été attribuée à son frère Adolphe (1859-1916) par voie de justice; ce fut la «postérité» (dans son cas: son parti et les fonds mouscotaire, après le décès de son frère) qui lui fut reconnaissante.

GENERMONT (?) (?-?): Peu d'éléments biographiques à son sujet; représenta le *Syndicat des fumistes en bâtiment de la Seine, des peintres en bâtiments (Paris)*, la *Fédération du bâtiment de la Seine (Paris)*, et le *Syndicat des ouvriers doreurs sur bois (Paris)*, au Congrès corporatif de fusion de NANTES en 1894.

GIRARD Henri (1850-1902): voir page 2.

GRIFFUELHES Victor (1874-1922): Ouvrier coordonnier. Secrétaire de la *Fédération des cuirs et peaux* de 1900 à 1905. Secrétaire générale de la *Confédération générale du Travail* de 1901 à 1909. Par ailleurs «socialiste blanquiste».

LAGARDE (?) (?-?): Peu d'éléments biographiques disponibles le concernant; il peut s'agir de celui qui assista au congrès constitutif de la *Fédération des Bourses du Travail*, à Saint-Étienne, en 1892 et qui fut élu délégué au *Secrétariat national du Travail*. Membre du *Comité de la Grève générale*.

LATAPIE Jean (?-?): L'un des Secrétares de la *Fédération de la Métallurgie*. D'abord partisan de la *Grève générale*, il finit néanmoins «réformiste».

LEDUNOIS (?) (?-?): Représenta le *Syndicat des Manoeuvres de la Métallurgie, Mouleurs en fer et cuivre* de Nantes, au Congrès corporatif de fusion de NANTES en 1894. Membre du *Comité de la Grève générale*.

LÉPINE Louis (1846-1933): Bourgeois. Avocat. Politique. Décoré de la *Médaille militaire* en 1870. Préfet de police de Paris de 1893 à 1911, avec un intermède en tant que Gouverneur général d'Algérie de 1895 à 1899. Député du Rhône de 1913 à 1914. La personnification de tout l'État en un seul homme, particulièrement à la rubrique «répression»; à côté de cela, le concours portant son nom n'est que de la broutille.

LÉVY Albert (1871-1926): Employé. Trésorier de la *Fédération des Bourses du Travail* de 1901 à 1902, et de la *Confédération générale du Travail*. Par ailleurs «socialiste allemaniste».

PANNETIER H. (?-?): Représenta le *Syndicat des Ouvriers parqueteurs de la Seine*, au Congrès corporatif de fusion de NANTES en 1894. Membre du *Comité de la Grève générale*.

PÉDRON Étienne (1849-1930): Délégué au Congrès corporatif de fusion de NANTES en 1894, il y représentait la *Fédération de l'Aube*. Guesdiste, il y défendit le socialisme d'État contre la *Grève générale*. C'est dans la ville de Troyes que sombra l'année suivante (1895) la *Fédération nationale des Syndicats*, à ce moment quasi-totalement dévolue à la thèse de la destruction du syndicalisme.

PELLOUTIER Fernand: Voir la notice de Victor DAVE, dans la *Brochure n°3 d'Anti.mythes: «Histoire des Bourses du Travail»*, à partir de la page 7.

PYAT Félix (1810-1889): Homme de lettres. Député du Cher à la *Constituante* (23-04-1848; 26-

05-1848), puis à la *Législative* (28-05-49; 08-02-1850); député de la Seine à l'*Assemblée nationale* (08-02-1871; 03-03-1871); élu à la *Commune de Paris*; de nouveau député des Bouches-du-Rhône (26-03-1888; 03-08-1889). Prototype de bourgeois cherchant son extase littéraire dans un monde où il prétend libérer une classe sociale en s'en servant pour sa seule cause; à Londres, en exil, il se trouva en concurrence dans cette activité avec un certain Karl MARX.

RIOM L. (?-?): Ouvrier. Secrétaire général de la *Fédération du Bâtiment*. Membre du *Comité de la Grève générale*.

A voir aux éditions numériques gratuites de

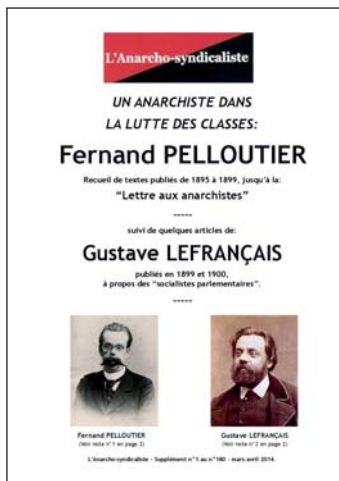
«L'Anarcho-syndicaliste»:

=> «Un anarchiste dans la lutte des classes:
Fernand PELLOUTIER»

suivi de quelques articles de Gustave LEFRANCAIS
à propos des «socialistes-parlementaires».

«L'Anarcho-syndicaliste» - supplément n° 1 au n° 180 - mars-avril 2014.

sur: http://www.uas-pelloutier.fr/livres/pelloutier_lefrançais.pdf

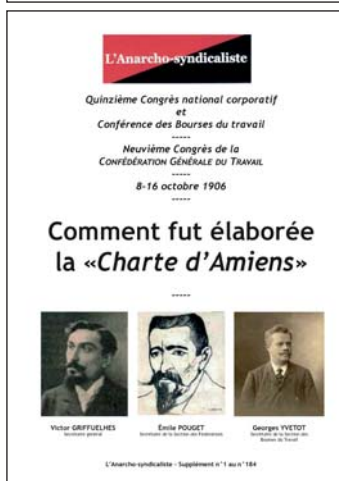


=> «Comment fut élaborée la Charte d'Amiens»

reproduction intégrale de la discussion du quinzième Congrès national corporatif,
neuvième Congrès de la C.G.T. - Amiens, du 8 au 16 octobre 1906.

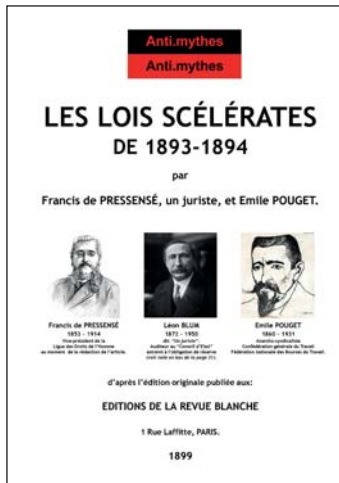
«L'Anarcho-syndicaliste» - supplément n° 1 au n° 184 - novembre-décembre 2014.

sur: http://www.uas-pelloutier.fr/livres/charte_amiens.pdf



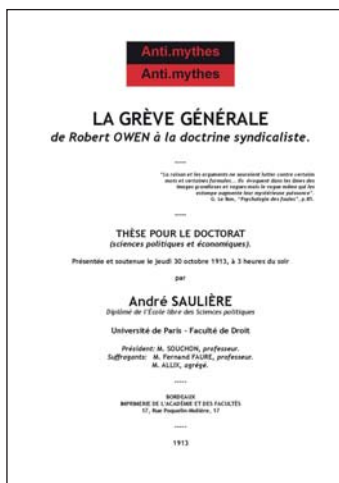
Sont déjà parues aux éditions numériques gratuites:

www.antimythes.fr



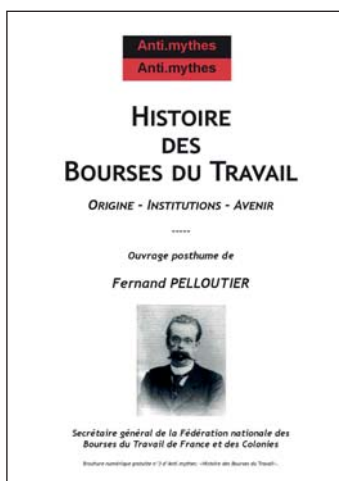
=> n° 1: «*Les lois scélérates de 1893-1894*»,
par
Francis de PRESSENCÉ, un juriste, et Émile POUGET.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b1_lois_sclerates/les_lois_sclerates.pdf



=> n° 2: «*La grève générale, de Robert OWEN à la doctrine syndicaliste*»,
par *André SAULIÈRE.*

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b2_greve_generale/sauliere_greve_generale.pdf



=> n° 3: «*Histoire des Bourses du Travail*»,
par *Fernand PELLOUTIER.*

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b3_histoire_bourses_du_travail/histoire_des_bourses_du_travail.pdf